

### *Le budget*

budget est plus qu'un bilan des recettes et des dépenses, c'est plus que la totalisation des impôts et des dépenses.

Un budget c'est une indication de la voie qu'on entend suivre, du but que l'on poursuit, c'est un plan et c'est là-dessus que le débat devrait porter. C'est important pour moi, car ce budget, plus que tout autre, démontre les différences dans les principes, dans les convictions politiques, qui polarisent en partie le pays, mais surtout créent des distinctions flagrantes.

Je pense également qu'il démontre que le gouvernement est coupé de la réalité et manque de sincérité lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux grands problèmes stratégiques auxquels le pays doit faire face.

Laissez-moi vous donner un ou deux exemples. De plus en plus, nous constatons que notre société se construit sur deux niveaux. Le Conseil économique l'exprimait très bien. Je cite le Conseil économique, car ce n'est certainement pas un organisme qu'on puisse accuser d'être libéral. Dans son dernier rapport, *L'emploi au futur*, il déclare que les disparités régionales s'élargissent, qu'au moment où nous entrons dans une économie de service, près de 78 p. 100 des nouveaux emplois seront créés dans quatre ou cinq centres urbains.

Cette évolution du tertiaire dépossède beaucoup de Canadiens. Elle laisse de côté un grand nombre de régions du Canada. Et elle exclut du marché du travail une grande partie de notre pays. Qu'a fait le ministre des Finances pour combattre cette tendance dans son budget? Il a laissé tomber les programmes de développement régional. Il a transformé en établissements de prêt les agences de développement régional comme le Fonds de diversification de l'économie de l'Ouest, l'APECA et d'autres. Ce ne sont plus des organismes de développement maintenant. Ce sont des banques. Celui qui possède une entreprise assez importante et suffisamment d'actifs peut obtenir un prêt. Mais il n'en va pas de même du petit entrepreneur d'une petite localité de l'Atlantique ou de la région des lacs au Manitoba, qui n'a pas la même capacité de remboursement. Il a besoin de fonds de lancement qu'il ne pourra plus obtenir dorénavant.

Au lieu d'offrir au moins un petit semblant de mesure pour tenir compte des inégalités régionales dont fait état ce document du Conseil économique, le ministre des Finances fait le contraire. Il ne semble pas voir une réalité qui crève pourtant les yeux, à savoir que la croissance et l'activité économiques du Canada sont concentrées dans deux ou trois grandes agglomérations.

Ce problème revêt une importance énorme pour l'avenir de notre pays. Il signifie que l'idée de construire, d'un océan à l'autre, un pays qui donne un sentiment d'appartenance à ses habitants est en train de disparaître. On laisse entendre que pour prospérer il faut aller vivre dans une grande ville.

J'en profite pour signaler une autre réalité dont fait état le Conseil économique. Il rappelle que le marché du travail s'est sensiblement modifié au cours des cinq ou six dernières années et qu'environ la moitié des nouveaux emplois dont le gouvernement aime tant se vanter, sont des emplois temporaires, des emplois à temps partiel.

**M. Nicholson:** Pas du tout.

**M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** C'est ce que l'on dit dans ce document. Les députés conservateurs devraient apprendre à lire parce que c'est bien ce qui est écrit. Le titre de ce document est «L'emploi au futur» publié par le Conseil économique du Canada. On dit que 40 p. 100 de tous les nouveaux emplois sont des emplois à temps partiel ou temporaires. Et en plus, l'écart entre les revenus ne cesse de s'agrandir. Il faut voir ce chiffre en fonction de ce qu'on appelle le revenu de base de la classe moyenne qui est passé de 34 à 29 p. 100 en l'espace d'environ huit ans.

• (1340)

La classe moyenne est de moins en moins importante et le marché du travail s'adresse à des gens hautement qualifiés, à des gens qui occupent des emplois dans les techniques de pointe ou à des courtiers en valeurs mobilières, par exemple, qui touchent des revenus élevés, qui peuvent s'offrir une BMW et un appartement de luxe et qui profitent de comptes de frais en Floride. Pendant ce temps, les gens dans les autres régions du pays souffrent et voient leurs revenus chuter.

Que constatons-nous dans le budget? On s'aperçoit, en fait, que le ministre des Finances prédit une baisse des revenus des Canadiens. Une telle prédiction devrait-elle rassurer? Dans le document lui-même, le gouvernement prédit que le revenu personnel des Canadiens va diminuer.

En plus de l'écart croissant dans les revenus des Canadiens, écart auquel le ministre ne s'attaque absolument pas, il y a toute la question de l'accroissement du fardeau fiscal de la classe moyenne qui voit son revenu baisser. Ce n'est pas moi qui le dis. Je tiens mes chiffres du Conseil économique du Canada.

Ainsi, la classe moyenne subit une perte de revenus et paie davantage d'impôts. Entre-temps, comme on le précise dans le budget, et je cite les documents en question parce qu'ils viennent du gouvernement—du Conseil économique et du ministère des Finances—depuis cinq